
Moldavie : pourquoi Moscou souhaite accorder de nouvelles facilités de naturalisation aux Transnistriens

Description

Le 15 mai, le président russe Vladimir Poutine a simplifié par décret la procédure d'obtention de la citoyenneté russe pour les habitants de la région séparatiste de Transnistrie (un territoire d'un peu plus de 4 000km²), en Moldavie.

Vadim Krasnoselsky, à la tête de la province transnistrienne depuis 2016, a immédiatement remercié le dirigeant russe et salué cette initiative, car « *des dizaines de milliers* » de ses concitoyens ne posséderaient aucune autre citoyenneté que celle de Transnistrie en raison de déchéances de nationalité et du prétendu « *refus des autorités moldaves d'accorder la citoyenneté moldave aux résidents de Transnistrie pour diverses raisons politiques* ».

La décision du Président russe a été vivement critiquée par le président ukrainien Volodymyr Zelensky et par la présidente europhile de la République de Moldavie, Maia Sandu, pour qui cette mesure signifie que le Kremlin a « *probablement besoin de plus de monde à envoyer combattre en Ukraine* ». Interrogée sur l'hypothèse que ce décret soit pris pour bloquer l'adhésion de la Moldavie à l'Union européenne, la dirigeante a estimé que « *seule l'Union européenne peut décider si la République de Moldavie peut ou non devenir membre de l'UE* » et que « *la Russie n'a(vait) rien à voir avec cela* ». Se voulant rassurante, elle a ajouté que « *depuis le début de la guerre en Ukraine, la plupart des habitants de la région ont opté pour la citoyenneté moldave, car ils s'y sentent plus en sécurité qu'en Russie* ». Selon les données officielles, 98 % des habitants de Transnistrie possèdent en effet la citoyenneté moldave. Il est donc peu probable que la mesure du Président russe soit à l'origine d'une vague de demandes de naturalisation car, même si une partie de la population rurale, conservatrice, est favorable à la Russie, les hommes craignent d'être enrôlés dans l'armée alors qu'un conflit meurtrier se déroule à leurs portes. Ils préfèrent obtenir un passeport roumain, qui leur offre plus de sécurité et la libre-circulation au sein de l'Union européenne.

Le 21 mai, Igor Grosu, président de l'Assemblée nationale moldave, a qualifié la mesure de propagandiste : son objectif serait d'accroître le nombre de citoyens russes afin de diminuer l'impact démographique des pertes humaines liées au conflit en Ukraine. Cette communication s'inscrirait dans le cadre des élections législatives russes de septembre 2026.

Sources : Digi 24, Radio chisinau, Cotidianul, Moldava 1.

date créée

29/05/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Stéphan Altasserre